

Loi sur les banques

jour. Il faut que des hommes politiques sérieux passent à l'action. Certains députés ne sont peut-être pas d'accord avec moi. Je leur dis: «Grand parleur, petit faiseur».

Les Canadiens doivent en revenir aux principes que j'ai déjà mentionnés. Nous devons en revenir à la libre entreprise. Il n'y a rien de mal à cela. Nous devons également reprendre l'habitude du travail. Nous avons bâti notre pays à la sueur de notre front. Et c'est grâce à nos efforts qu'il continuera à prospérer. Évidemment, de nombreux bureaucrates ne savent pas ce que c'est que le vrai travail. Il faudrait peut-être leur enseigner à travailler d'ur. Si on le leur avait appris, nous pourrions étudier aujourd'hui la loi sur les banques au lieu d'une simple prolongation. Les cadeaux ne sont pas une bonne solution. Nous devons stimuler l'industrie. Si elle reçoit les stimulants voulus, elle fera son travail.

La mesure que nous étudions ce soir montre bien que le gouvernement n'a pas les politiques qu'il nous faut et que ses bureaucrates ne sont pas disposés à travailler.

M. Arnold Peters (Timiskaming): Monsieur l'Orateur, j'ai été très étonné d'apprendre ce soir que les Maritimes étaient devenues socialistes. MM. Hatfield, Campbell, Moores et Regan s'en étonneront aussi, j'en suis sûr. Si les Maritimes sont devenues socialistes, le secret a été extrêmement bien gardé. Mais si c'est vrai, il aurait peut-être mieux valu que cela reste secret au lieu que le député de Moncton (M. Jones) en informe les gens des Maritimes. C'est sans doute arrivé à leur insu.

Si nous proposons de reporter de 12 mois l'étude de ce bill, nous réaliserons ce que le gouvernement est fort capable de faire de toute façon, nous retarderons encore la révision décennale de la loi sur les banques. Cette révision se fait déjà attendre depuis neuf ans. Comme l'a dit le député de Winnipeg-Nord-Centre (M. Knowles), il sera encore là à l'expiration de la période de dix ans.

Je ne crois pas que les Maritimes soient devenues socialistes. Peut-être y a-t-il un trop grand nombre de partisans de la libre entreprise dans cette région du pays. Il semble qu'on y accepte volontiers les subventions gouvernementales. La loi sur les banques est prolongée parce que le gouvernement et les banques ne savent pas très bien quelles mesures ils prendront au cours des deux ou trois années à venir pour résoudre les problèmes posés par la loi sur les banques. L'un de ces problèmes tient aux relations du gouvernement avec les banques. Un autre, au rôle que jouent les membres des caisses populaires et des caisses de crédit. On a proposé des changements qui modifieraient la relation qui existe actuellement entre le gouvernement, les caisses populaires et les caisses de crédit. Il est difficile de concevoir quel avantage politique il y a à inclure les caisses de crédit dans la loi sur les banques ou à leur permettre d'opérer comme ils l'ont fait dans le passé. Il faudra que le gouvernement étudie cette suggestion pendant encore deux ou trois ans, parce qu'il serait regrettable de prendre une mauvaise décision avant les prochaines élections.

Je m'inquiète de la situation actuelle du dollar canadien et de sa position par rapport aux autres monnaies. On a détruit

[M. Jones.]

les marchés financiers du monde entier en demandant aux pays de faire des dépôts dans le Fonds monétaire international, puis en accordant aux pays du tiers monde un droit de tirage sur les réserves du FMI. L'idée était que si les États dont la situation financière était assez solide prêtaient de l'argent aux pays en voie de développement, ces derniers se développeraient et deviendraient des consommateurs avec lesquels les États créanciers pourraient faire affaire et récupérer leur argent.

● (2042)

Il y a un article intéressant dans le bulletin sur la finance et l'énergie de Myers. Je sais que certains députés ne sont pas du tout impressionnés par les conseils donnés par Richardson, Myers et d'autres maisons en fait d'achats, de ventes et d'investissements rentables. La livraison de février de ce bulletin indique qu'il y a 400 milliards d'eurodollars en circulations un peu partout dans le monde. Elle démontre, de façon très complexe, que le Trésor américain ne doit rien pour ces eurodollars. Une grande quantité de dollars américains ont été traités par le FMI et sont maintenant sur le marché européen, non pas en paiement de dette mais en tant que devises dont les États-Unis refusent d'accepter la responsabilité. Les États-Unis ont conclu leur vente, ils ont été payés, en dollars US et le Trésor américain ne récupérera pas cet argent. Le bulletin dit en outre:

Le Trésor américain ne doit aucun de ces dollars et il n'assume aucunement la responsabilité de les garantir. C'est uniquement lorsque le dollar américain était basé sur l'or qu'il devait le garantir. Si un potentat arabe achète pour 10 millions de billets au Trésor américain, les États-Unis sont en dette et doivent payer ces dollars. Si, toutefois, ce potentat achète pour 10 millions de certificats de dépôt à Citybank, alors les États-Unis ne sont nullement obligés de payer ces dollars. Citybank l'est, mais non le pays.

Il poursuit en disant qu'à son avis il y a probablement un trillion de dollars en circulation, mais que là-dessus le Trésor américain a la responsabilité de n'en racheter que 800 milliards. Il affirme que le plus grand danger qui menace le monde aujourd'hui, c'est la déflation, et non l'inflation.

Le bulletin souligne:

Le plus grand danger réside dans la contraction des économies qui se produit dans le monde entier. A l'heure actuelle, le Japon vient en tête avec le plus grand nombre de faillites. Jusqu'à présent, celles-ci n'ont été que peu importantes et il n'y a eu qu'un petit nombre de faillites retentissantes qui ont été absorbées. Mais si tous les débiteurs insolubles du monde se retrouvent dans une mauvaise situation générale, nombre d'entre eux devront différer leurs remboursements et quelques-uns feront faillite. On peut maîtriser la situation dans une certaine mesure. Mais si, du même coup les déposants sont pris de panique et s'avisent de retirer leurs fonds, les banques ne pourront rien faire, car, comme nous l'avons signalé plus tôt, elles n'ont tout simplement pas l'argent. Il est dans les mains des débiteurs à court de liquidités.

Il ajoute . . .

M. Dionne (Northumberland-Miramichi): Déposez-le.

M. Peters: Il l'a fait parvenir à tous les députés. Le député ne l'a donc pas lu.

Une voix: Quelle honte!